

Note articulation possible opinion**I. Les objectifs en termes d'opinion dans les jours à venir pourraient être de :**

- **montrer que l'on continue le mouvement des réformes en lui redonnant clarté et lisibilité.** Beaucoup d'annonces ces dernières semaines sont passées trop vite ou ont été mises à distance comme des « promesses électorales » (va-t-on vraiment faire ce que l'on a annoncé ?). Un doute a également pu naître à la faveur des débats avec l'aile gauche et les Verts sur notre capacité à poursuivre notre action.
- **poursuivre les gestes de cohésion et d'apaisement républicain** face aux craintes sur les fractures au sein de la société qu'ont réactivés les scores du FN.
- **combiner ces axes avec les valeurs et signaux de gauche** nécessaires au rassemblement politique, attendus par une partie des sympathisants socialistes (retrouver un projet à défendre), et pouvant commencer à cadrer le débat qui ne manquera pas de se développer à l'approche du Congrès sur « qu'est-ce que la gauche » (au moins dans les médias et quelques franges de l'opinion).

Cela permettrait de se tenir loin des débats politiques et de reparler du quotidien, dans un espace médiatique qui se referme (difficulté à tenir les sujets dans le temps et à faire entendre aux Français des actions sur ce qui les intéresse) et qui provoque à nouveau la colère.

Pour cela, nous pourrions :

- **réordonner l'ensemble de nos priorités en grands axes cohérents.** Il semble utile de rappeler notre programme de travail général jusqu'à la fin de l'année, au-delà des sujets économiques, afin de :
  - montrer que nous ne sommes pas dans l'improvisation, qu'après la parenthèse électorale nous revenons au service des Français, que nous savons précisément ce que nous allons faire et que l'ensemble forme une action cohérente.
  - éviter de donner prise au soupçon de mobiliser tout le gouvernement (Conseil des ministres + séminaire gouvernemental) dans le seul but de trouver des gestes politiques en direction des frondeurs (les annonces économiques seront certainement commentées comme telles).
  - montrer que les chantiers ouverts post-11 janvier (éducation, réforme de l'islam, ...), qui avaient suscité une réelle attente mais dont l'attention n'a pas été tenue assez longtemps pour que la trace persiste dans l'opinion, n'étaient pas des paroles sans lendemain.
- **montrer comment elles vont se déployer dans le temps.** En même temps que l'annonce de ce programme de travail, nous pourrions :
  - insister sur l'ordonnancement et les échéances (deadlines imposées, pression mise en scène pour faire ressentir notre volonté de voir rapidement des résultats concrets).
  - programmer avec des médias des « rendez-vous » ou « comptes-rendus » d'avancement des résultats (PM ou ministres ?). *[Nb : le « combat » de D. de Villepin avait fini par être identifié par l'opinion car il rendait compte régulièrement, moins pour constater les résultats que pour remettre en perspective - de manière perçue comme suffisamment transparente - l'avancement des mesures prises ou envisagées, les obstacles rencontrés, etc. Nous pourrions recréer des outils similaires pour maintenir une attention dans le temps long].*

## **II. Tentative d'articulation des axes et priorités :**

### **1. Poursuivre les réformes pour aider les entreprises à créer de l'emploi**

*(Mesures investissement, PME, marché du travail).*

Enjeux d'opinion : cela reste la priorité. Importance de maintenir l'axe « entreprise » : recréer de l'emploi en aidant les entreprises est un raisonnement désormais identifié et accepté, qui doit paraître tenu dans la durée pour rester crédible (et ne pas être perçu comme un coup politicien : « j'aime l'entreprise »). Enjeu aussi de montrer que nous n'attendons pas passivement les effets de « l'alignement des planètes » pétrole / taux / euro.

Discours possible : Nous avons enclenché un mouvement de réformes sans précédent (bien au-delà de la maîtrise de nos déficits) pour bénéficier à plein de la croissance lorsqu'elle reviendra. Nous devons continuer à débloquer l'économie pour permettre aux entreprises de se développer ; et aller chercher en priorité ceux devant qui s'élèvent les plus grandes barrières pour trouver un emploi (les moins qualifiés, les jeunes, ceux qui ne sont pas nés au bon endroit, qui n'ont pas les réseaux...).

- Sur l'investissement : l'idée reste un peu abstraite (le mot ne revient presque jamais spontanément). Nous pourrions chercher à la rendre plus quotidienne en faisant davantage le lien avec la possibilité pour les entreprises de se développer, de remplir les carnets de commandes, de créer des heures de travail, de développer de meilleurs produits pour trouver de nouveaux clients etc.
- Sur les PME : l'idée d'alléger les contraintes qui pèsent sur les petites entreprises et de lever les freins qui les empêchent de se développer ou d'embaucher, est très bien comprise. Nous pourrions la diffuser davantage.
- Sur le marché du travail : il paraît important de justifier les assouplissements prévus au nom de la justice et de l'égalité (pas seulement de l'efficacité) : donner aux PME des facilités pour embaucher, c'est aussi offrir plus de chances à ceux qui ont le plus de mal à rentrer sur le marché du travail, c'est aider tous ceux qui désespèrent aujourd'hui de se construire un parcours de vie.

### **2. Mieux valoriser le travail et redonner des opportunités à tous**

*[Compte personnel d'activité, rappel de la pénibilité et de la qualité de vie au travail, prime d'activité et travailleurs pauvres]*

Enjeux d'opinion : Il y a un risque d'effet déceptif si nous n'ouvrons pas de réformes vues comme significatives sur le marché du travail, mais également un risque de nourrir le sentiment de baisse des protections de précarisation si nous ne faisons que cela. Pour casser la logique de la « concurrence de tous » (qui nourrit l'insécurisation économique), présenter ensemble les mesures favorables au « travail » et créatrices d'opportunités et d'égalité des chances.

Discours possible : Ce n'est pas seulement le chômage que nous devons faire reculer, c'est aussi tout ce qui insécurise les Français au travail, tout ce qui les empêche d'avancer. Notre action est d'abord tournée vers ceux, nombreux, pour qui la vie est dure, qui sentent leur horizon bouché, qui ont peur du déclassement ou craignent pour l'avenir de leurs enfants. A tous ceux-là, nous apporterons des protections, de nouveaux droits, des garanties pour pouvoir se projeter vers l'avenir et se construire des trajectoires de vie (CPA).

Sur la prime d'activité : nous refusons d'opposer les méritants aux assistés, les plus modestes qui bénéficient de la solidarité à ceux qui estiment être trop mis à contribution. L'économie ne doit pas être « chacun pour soi », nous devons retrouver un cercle vertueux et la mettre au service de tous.

→ Ces deux axes permettent de tirer le fil d'un discours de gauche : la réforme économique est un outil au service du progrès et de la justice sociale. Nous agissons pour réformer et débloquer l'économie et construire une société où chacun aurait les mêmes possibilités, d'où qu'il vienne ; qui aide chacun à se recréer des opportunités quel que soit le moment de sa vie en bénéficiant des protections nécessaires et d'une sécurité dans sa trajectoire de vie.

### **3. Apaiser les tensions qui fragilisent notre société, renforcer la citoyenneté**

*[Il s'agit essentiellement de poursuivre les sillons lancés post-11 janvier (sécurité, école, laïcité, lutte contre les discriminations, place de l'Islam, CI citoyenneté), qui correspondaient à une attente réelle (les sujets ouverts étaient les bons) mais sont retombés depuis. Peut-on les ressusciter en reprenant des annonces d'application (quand, comment précisément, où) ?]*

Enjeux d'opinion : Le FN s'ancre dans les territoires et est devenu le symptôme de tensions vues comme très inquiétantes par une partie des Français. La gauche en particulier nous demande d'apaiser en s'attaquant en causes (davantage que s'en prendre au thermomètre qu'est le vote FN). La droite ne pourra pas jouer ce rôle : elle se durcit et continuera sans doute à le faire (revenir sur la querelle « intégration/assimilation », jouer plus encore les représentations clivantes comme l'assistanat, multiplier les polémiques sur le voile, le halal, ...). Face à ce bloc qui nourrit la fragmentation, nous sommes les garants non seulement des valeurs de gauche (égalité, solidarité) mais aussi de la cohésion sociale contre le risque de dislocation.

Discours possible : maintenir dans le temps le discours post-11 janvier : assurer le respect des valeurs de la République, l'égalité de dignité et la considération de chacun, rassembler tous les citoyens dans la République.

### **4. Poursuivre le combat pour la justice sociale et l'égalité**

*[Mesures : égalité des territoires (précisions sur l'Agence pour le développement des territoires, sans opposer ruralité et quartiers) ; santé et accès aux soins (précisions et échéances de mesures) ; accompagnement du vieillissement/dépendance (idem) ; plan pauvreté (idem, passé inaperçu jusqu'à présent) ; éventuellement rappel des mesures symboliques qui s'appuient sur des valeurs de gauche (modulation des allocations familiales, baisse des impôts, plan de lutte contre le décrochage scolaire, ...)].*

Enjeux : redire que notre projet est de gauche pour apaiser les tensions internes ; remettre en valeur des mesures symboliques (déjà prises ou sur le point de l'être) sans se renier ni changer de ligne.

Discours : redonner confiance dans la solidarité et la promesse républicaine à ceux qui n'osent plus y croire, combattre toutes les relégations (il n'y a pas de territoires ni de citoyens de seconde zone), aider ceux qui sont le plus en difficulté à sortir de la pauvreté, remédier à la difficulté d'accéder aux soins, ...